



Un lobbying utile



par *Hubert Tassin – Président des P.P.*

J'ai souvent vanté les mérites du maillage territorial que représentent les 244 hippodromes répartis sur notre territoire. Un ancrage territorial qui diffuse l'image des courses, la culture cheval, la connaissance de nos jeux... un réseau, aussi important que celui du PMU pour la conquête et l'entretien des clientèles.

Au-delà de son aspect de promotion, cette implantation territoriale offre un autre avantage dans notre univers tellement réglementé : celui du lobbying. Il est d'autant plus important dans le domaine des courses et des paris hippiques, que c'est une économie mixte par excellence. À chaque hippodrome correspond, peu ou prou, un député, un sénateur, un conseiller régional, un conseiller départemental, un maire... Au total, les décideurs qui ont leur mot à dire dans le cadre des évolutions législatives, réglementaires, comme plus ponctuellement dans l'attribution de subventions parfois importantes.

Élus: défendez vos hippodromes

Il faut que, chacun à notre place, nous alertions nos élus: l'équilibre des hippodromes qui sont sur leur territoire est aujourd'hui en danger. La baisse des ressources du PMU implique des plans de

Vendredi 12 août 2016 – N° 132

productivité qui vont même s'accélérer. Selon certains, le nombre d'hippodromes français est visé : moins d'hippodromes ce serait moins de coûts. Cette analyse malthusienne est plus répandue qu'on ne le croit et revient même régulièrement autour de la table du Conseil d'Administration de France Galop.

Les élus locaux des villes, des périphéries et des territoires ruraux doivent apprécier le risque qu'une spirale de récession de notre Institution ferait courir à leur propre champ de courses. Les équilibres nationaux sont un préalable à la mise en place de partenariats avec les sociétés de courses. Un hippodrome doit profiter des recettes du PMU pour distribuer des allocations et pour réaliser ses investissements mais ne peut durablement vivre qu'avec le tissu local : des bénévoles, un public, un ou des sponsors et les élus qui le représentent. Faute de cela, c'est un hippodrome en danger.

Il y a quelques années, sous l'impulsion du très déterminé député-maire de Maisons-Laffitte, Jacques Myard, une Association des maires de communes disposant d'un hippodrome s'était constituée en entretenant des relations régulières avec les dirigeants de l'Institution. Le co-président de la Commission des Régions que je suis regrette cette passerelle efficace entre les courses et les élus.

La pyramide politique

On l'a compris : convaincre les élus locaux de la problématique des courses en matière économique, sociale et environnementale n'a pas seulement un effet local. La pyramide politique est ainsi faite que les dirigeants nationaux sont issus directement ou indirectement de circonscriptions en régions. Christian Eckert, Secrétaire d'Etat au Budget, peut

Le Grain de Sel du vendredi

29, rue Claude Terrasse 75016 Paris • Tél. 01 46 21 80 82 • Fax 01 46 21 80 85
associationpp@yahoo.fr • www.lespp.fr



être sensibilisé aux courses à travers l'hippodrome de Nancy, Michel Sapin est élu de la région de Châteauroux... L'ancrage politique régional d'un ministre est souvent un moyen efficace pour l'approcher. J'ai ainsi le souvenir d'avoir rencontré François Hollande – alors Président du Conseil Général de Corrèze - aux courses à Pompadour.

Si j'ai évoqué ci-dessus l'action de Jacques Myard, également actif président du Groupe Cheval à l'Assemblée Nationale, l'actualité récente a mis en lumière le rapport parlementaire d'Anne-Catherine Loisier, Sénatrice de la Côte d'Or. Rétrospectivement, je me dis qu'on a été bien inspiré de ne pas persister dans la curieuse intention de fermer l'hippodrome de Vitteaux ! L'interview de Madame Loisier, donnée il y a quelques semaines à *Journal de Galop*, redonne espoir d'une nouvelle négociation sur les taux de TVA et sur la fiscalité globale de la filière cheval. Deux sujets centraux pour re-définir notre plan de croissance.

Il y a juste un an, Madame Loisier effectuait son premier déplacement, en Normandie, avec une visite pilotée par son prédécesseur Ambroise Dupont et Paul Essartial. Elle fut reçue sur l'hippodrome de Deauville par Jean d'Indy puis a découvert l'entraînement, les ventes, Cabourg... Elle a aussi découvert avec Philippe Augier l'importance de la collaboration entre la filière et les élus. Elle m'a auditionné lors de la réunion des « groupes cheval » des deux assemblées avec Mathieu Boutin et Paul Naïm, rassemblant ainsi les trois associations de propriétaires représentatives du Galop. Elle a également reçu nos partenaires AQPS, Hervé d'Armaillé, Jacques Cyprès et Audoin Maggiar.

Un travail en profondeur

Sa démarche parlementaire pourra déboucher sur des évolutions concrètes : ce sera parce qu'il est le

fruit d'un travail en profondeur. C'est grâce à son opiniâtreté mais aussi à la disponibilité des dirigeants des courses à tous les niveaux qu'on peut espérer ainsi progresser.

Les relations de confiance avec les élus de tous niveaux et de tous bords se construisent dans la durée. Nos amis du Trot reçoivent de manière régulière les élus politiques avec les élus des fédérations régionales des Courses. L'initiative réalisée sous l'égide de la Fédération Nationale les a amenés à y associer les administrateurs du Galop et j'y participe à chaque fois que je le peux. C'est une action qui portera ses fruits. Pour le Galop, Hubert Monzat avait pris pour habitude d'organiser un déjeuner permettant à France Galop d'inviter une ou deux fois par trimestre des députés et sénateurs. Ces déjeuners fonctionnaient bien et il serait sans doute utile de reprendre la formule.

L'Institution des Courses n'est pas une entreprise comme une autre : en France, depuis 1833, elle est le fruit d'une initiative publique. C'est d'ailleurs à ce titre qu'elle se voit imposer un régime fiscal exorbitant du droit commun en contrepartie d'un monopole ... aujourd'hui bien réduit. Au moment où le modèle doit être restructuré, un dialogue plus constructif doit s'organiser, à notre initiative. Les relations avec les décideurs politiques doivent devenir rapidement une action majeure, une préoccupation des meilleurs ambassadeurs des courses que sont les bénévoles, probablement encadrés par des professionnels des relations avec les décideurs politiques et, aujourd'hui, avec les écuries des candidats à l'élection présidentielle. Quelques honoraires seront à verser, mais qui se révéleront à terme fort utiles.

Si vous ne recevez pas ce bulletin hebdomadaire par mail, il suffit de vous inscrire en nous adressant un courriel à associationpp@yahoo.fr